

royales et les arrêtés du conseil soient relégués au second plan et que les ministres s'occupent de l'administration des affaires du pays.

Il est aussi une autre question au sujet de laquelle le premier ministre doit des explications au Parlement. Il s'agit dans un sens d'une affaire particulière, mais tout le monde admettra que la morale politique et la loyauté sont des questions qui intéressent le pays en général.

Le parti unioniste a été formé dans le but de poursuivre la guerre. Or, à l'heure qu'il est, on projette d'en faire un parti politique permanent sans consulter le peuple canadien. Le présent Gouvernement, si l'on peut dire qu'il a jamais été élu par le suffrage populaire, l'a été sur une seule question dans un but bien défini. Des milliers de libéraux et de conservateurs ont abandonné leur allégeance politique pour se prononcer uniquement sur cette question. On a fait appel à leur patriotisme et ils ont répondu sur le même ton. Or, ces gens n'ont jamais pensé qu'après la guerre le parti unioniste serait établi sur une base permanente pour supplanter le vieux parti conservateur et continuer la mise en vigueur de la politique nationale. On m'assure qu'un bon nombre de ceux qui ont appuyé le Gouvernement d'union regardait cette manœuvre comme un acte injustifiable au point de vue de la stratégie politique.

M. BUREAU: Tant pis pour eux.

M. SINCLAIR (Guysborough): Ce projet répugne tellement à l'esprit et à la conscience de l'honorable député de Peterborough-Ouest (M. Burnham) qu'il a retiré son appui au Gouvernement et siège maintenant sur les bancs du centre.

Je soumets donc respectueusement que cette question est assez importante pour autoriser le premier ministre à fournir des explications à la Chambre.

Le Gouvernement poursuit une campagne dans les journaux en faveur de l'économie. C'est très bien, mais il devrait commencer par donner l'exemple. Les ministres ont-ils pratiqué l'économie? Il est facile de répondre à cette question.

M. BUREAU: Pas du tout.

M. SINCLAIR (Guysborough): Personne n'est en mesure de répondre affirmativement à cette question.

M. BUREAU: A moins de donner carrière à son imagination.

M. SINCLAIR (Guysborough): Je pourrais à bon droit me servir d'un langage plus énergique et dire, par exemple, que le Gou-

[M. Sinclair (Guysborough).]

vernement a dépensé sans mesure et que, même aujourd'hui, nulle tentative n'est apparemment faite pour pratiquer l'économie. Voici quels sont les chiffres de la dépense pour le mois de juin:

Au compte du revenu consolidé...	\$ 9,042,209
Au compte du capital...	54,632,871
Total...	\$63,675,080

C'est-à-dire \$2,122,754 par jour, ou \$88,448 par heure. Dans le mois de juin, nous avons eu de toute source un revenu de \$26,780,316; de sorte qu'après avoir crédité tout notre revenu, nous nous endettons sur le pied de \$1,229,825 par jour, ou au delà de \$51,000 par heure. Si le ministre du Commerce et de l'Industrie (sir Georges Foster) a mis une heure ce matin à prendre son déjeuner et à dire ses prières, quand il s'est relevé, le pays était de \$51,000 moins riche qu'il ne l'était quand le ministre s'est assis.

M. EDWARDS: Combien de cette dépense le Parlement a-t-il voté à la dernière session pour la circonscription de l'honorable député?

M. SINCLAIR (Guysborough): Rien du tout.

M. EDWARDS: En travaux publics?

M. BUREAU: Pour les écoles nationales?

M. EDWARDS: Vous pourriez avoir quelque chose de bien pis.

M. LAPOINTE (Kamouraska): Parlez-nous du pénitencier de Kingston.

M. EDWARDS: En mentionnant le pénitencier de Kingston, l'honorable député reconnaît par là la nécessité de cet établissement. Mon honorable ami (M. Sinclair) prétend-il qu'à la dernière session on n'a rien voté pour des travaux publics dans sa circonscription?

M. SINCLAIR (Guysborough): Pas que je me souviene.

M. EDWARDS: J'aurai l'occasion de rafraîchir la mémoire de mon honorable ami.

M. SINCLAIR (Guysborough): Mon honorable ami ne s'est pas renseigné sur la manière dont le Gouvernement actuel a traité ma circonscription. Depuis le changement de ministère, rien à peu près n'a été voté pour ma circonscription, et les ouvrages alors commencés ne sont pas encore finis. On y a grandement besoin de diverses petites améliorations. On avait dépensé, avant 1911, \$10,000 pour un brise-lames; c'était un ouvrage de grande importance, car il assurait un abri aux pêcheurs. Un petit village s'est formé aux alentours de ce brise-lames